



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale
de la sécurité civile
et de la gestion des crises

Cabinet

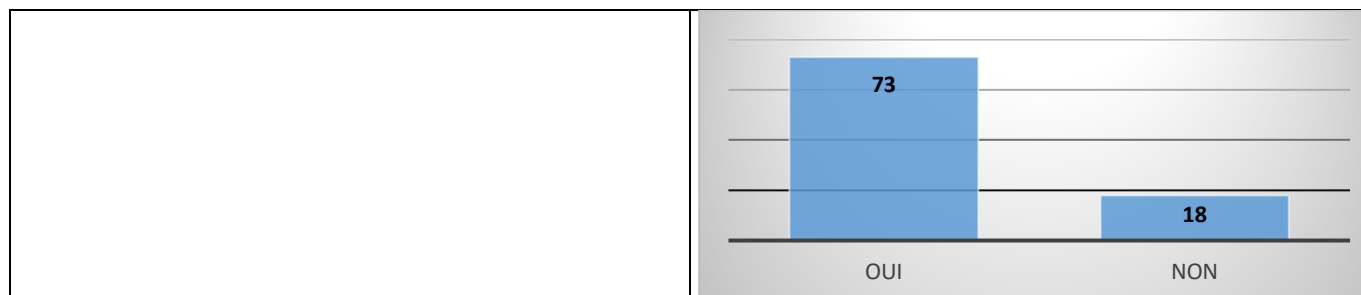
Observatoire national de lutte contre les violences et agressions envers les SP

ENQUETE 2021 Sous-groupe BENCHMARK

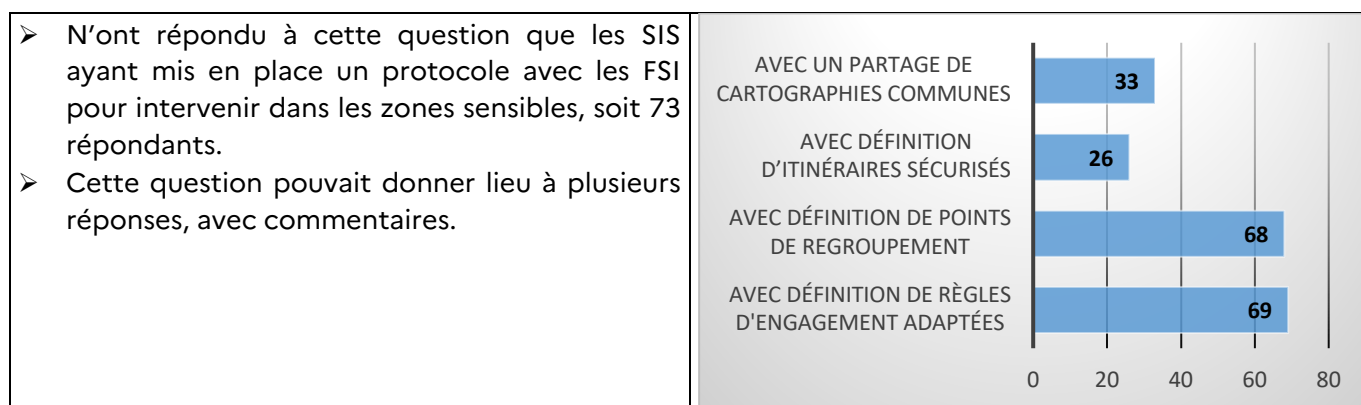
Le questionnaire a été envoyé à l'ensemble des services d'incendie et de secours. 97 ont répondu.

- **Les mesures de coordination opérationnelle : Renforcer le lien avec les forces de sécurité intérieure**

Question A1 : Avez-vous élaboré des procédures spécifiques avec les forces de l'ordre pour les interventions dans les zones sensibles ?



Question A2 : Si vous avez répondu oui à la question A1

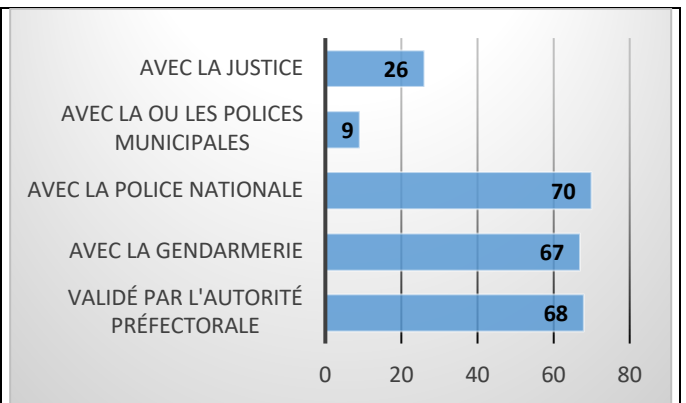


Synthèse des commentaires :

- 11 SIS indiquent avoir une doctrine départementale spécifique (avec règles d'engagement)
- 11 SIS mentionnent des informations partagées entre toutes les salles opérationnelles.
- 6 SIS indiquent avoir défini avec les FSI des niveaux d'engagement ou d'activation (3 ou 4, avec des codes couleurs).
- 4 SIS mentionnent des engagements conjoints ou une sécurisation de la zone, par les FSI, préalable à l'intervention SP.

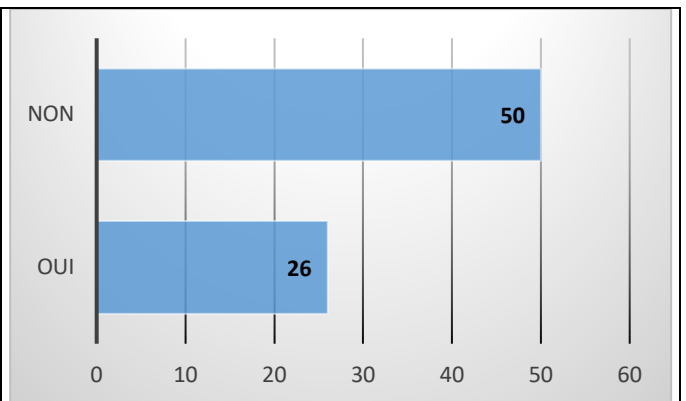
Question A3 : Ces procédures ont-elles fait l'objet de la signature d'un protocole ?

- N'ont répondu à cette question que les SIS ayant mis en place un protocole avec les FSI pour intervenir dans les zones sensibles, soit 73 répondants.
- Cette question pouvait donner lieu à plusieurs réponses.
- 11 SIS indiquent avoir inclus le SAMU dans la signature du protocole.



Question A4 : Avez-vous rencontré des difficultés de mise en œuvre de ces protocoles ? Si oui lesquelles ?

- N'ont répondu à cette question que les SIS ayant mis en place un protocole avec les FSI pour intervenir dans les zones sensibles, soit 76 répondants.
- Cette question pouvait donner lieu à commentaires.
- 32 SIS ont apporté des commentaires.

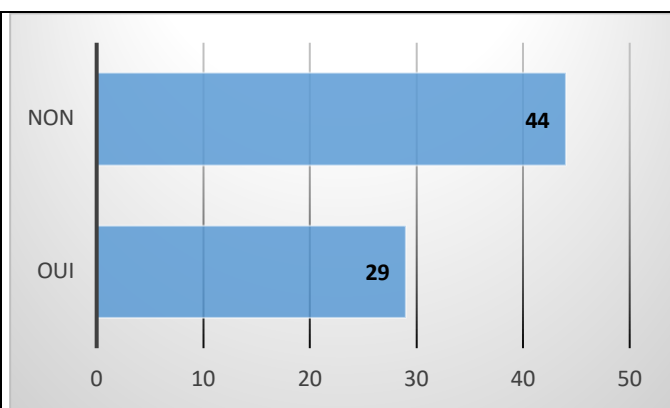


Synthèse des commentaires :

- 10 SIS font état de difficultés pour mettre en œuvre certaines des actions prévues ou d'une nécessité d'une mise à jour de leur protocole.
- 8 SIS indiquent des difficultés liées au manque de disponibilité des FSI pour intervenir dans des délais compatibles avec les interventions SP.
- 6 SIS mettent en avant la méconnaissance des protocoles par les FSI, liée en particulier à la rotation des effectifs.
- 4 SIS mentionnent une évaluation de la situation non partagée.
- 2 SIS indiquent que le très faible nombre d'interventions entrant dans le champ du protocole génère une méconnaissance du mécanisme mis en place.
- 2 SIS mentionnent la tenue de réunions d'évaluation du protocole régulières.

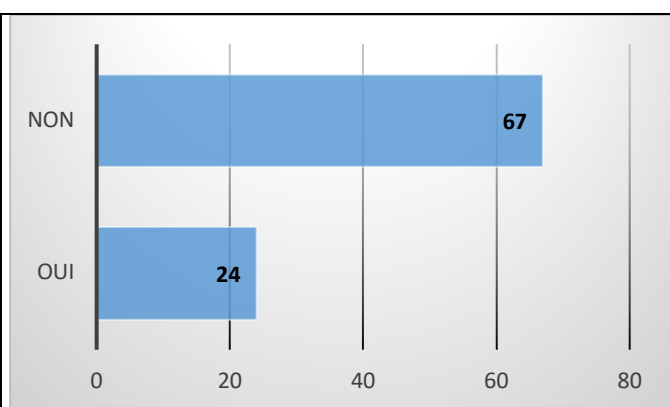
Question A5 : Ce protocole prévoit-il la désignation d'un interlocuteur dédié de proximité par service, chargé de faciliter sa mise en œuvre ?

- N'ont répondu à cette question que les SIS ayant mis en place un protocole avec les FSI pour intervenir dans les zones sensibles, soit 73 répondants.
- La réponse à cette question n'était pas obligatoire.



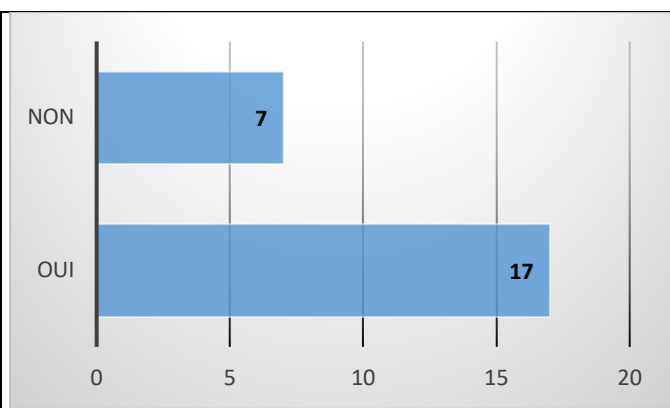
Question A6: Avez-vous mis en place un système d'évaluation partagé avec l'ensemble des forces de sécurité intérieure permettant de définir les secteurs où la fréquence des agressions ou faits de violence urbaine est élevée ?

- 91 SIS ont répondu
- La réponse à cette question n'était pas obligatoire.



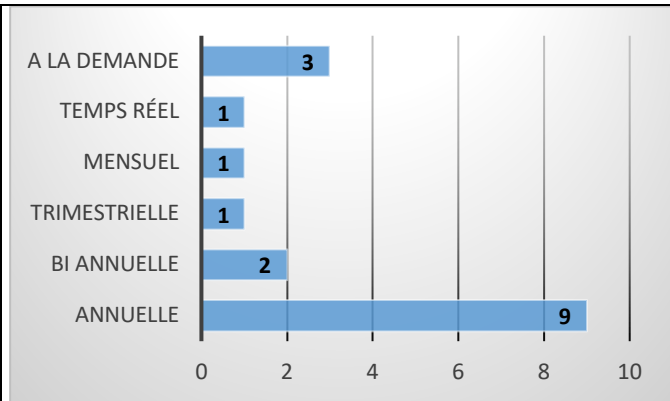
Question A7: Si oui, fait-il l'objet d'une mise à jour régulière ?

- Seuls les SIS ayant répondu « oui » à la question A6 ont répondu à celle-ci, soit 24 SIS répondants



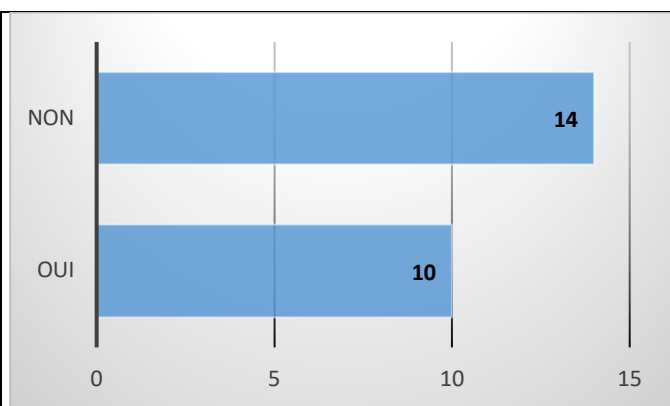
Question A8: Si oui, A quelle fréquence ?

➤ Seuls les SIS ayant répondu « oui » à la question A7 devaient répondre à celle-ci, soit 17 SIS répondants



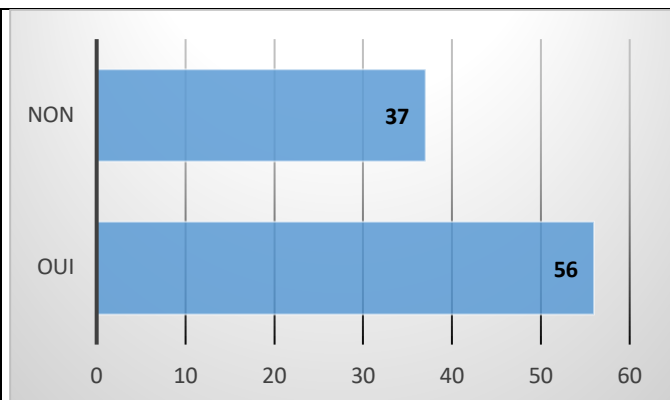
Question A9 : Ce système d'évaluation fait-il l'objet d'une cartographie ?

➤ Seuls les SIS ayant répondu « oui » à la question A8 devaient répondre à celle-ci, soit 24 SIS répondants



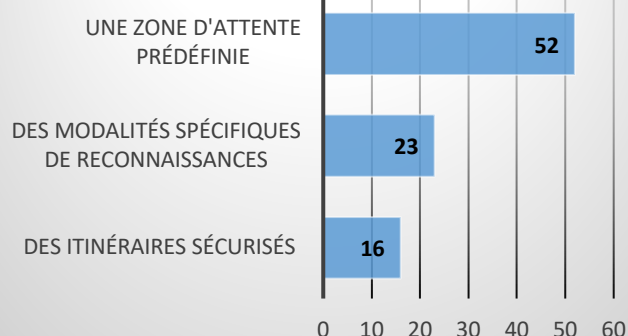
Question A10 : Avez vous défini une procédure de retrait, dans l'attente des forces de l'ordre?

➤ 93 SIS ont répondu



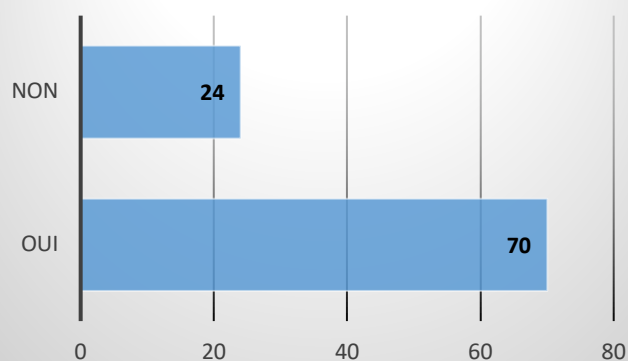
Question A11: Si oui, prévoit-elle une zone d'attente prédéfinie, des itinéraires sécurisés ou bien des modalités spécifiques de reconnaissances ?

➤ Seuls les SIS ayant répondu « oui » à la question A10 devaient répondre à celle-ci, soit 56 SIS répondants



Question A12: Dans le cadre de leur prise de fonction, les opérateurs de centre d'appel (CTA-CODIS, CORG, CIC, CRRA) bénéficient-ils d'une visite des autres centres de réception et de traitement des appels d'urgence

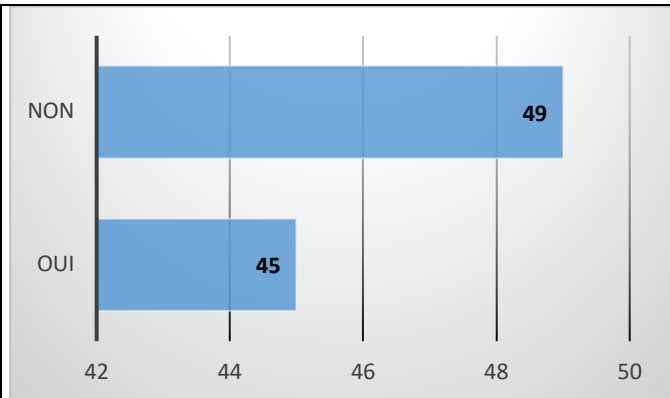
➤ 94 SIS ont répondu
➤ La réponse à cette question n'était pas obligatoire.



- **Les mesures de coordination opérationnelle : Collaborer de manière plus active avec les SAMU**

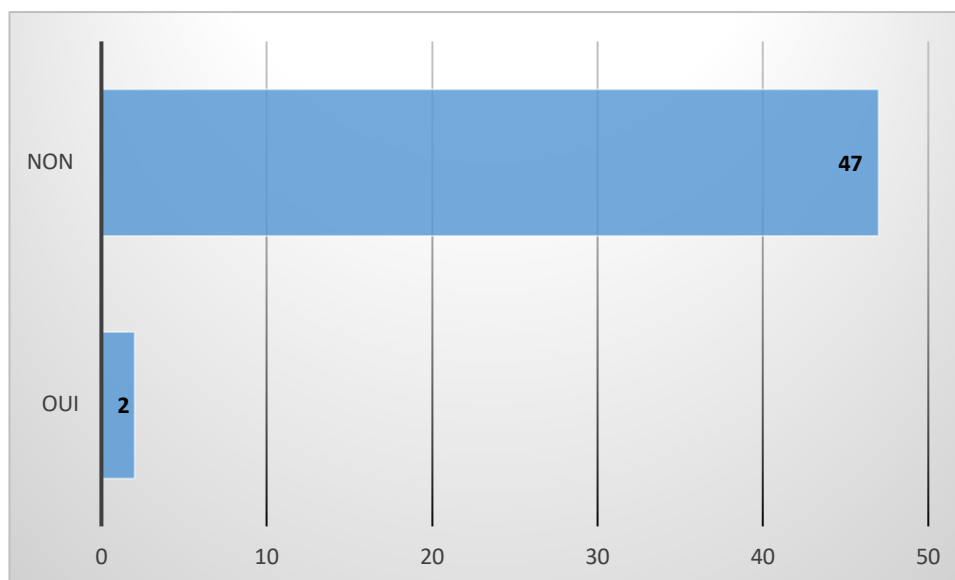
Question A13: Existe-t-il déjà un dispositif de coordination entre le CTA-CODIS et le SAMU relatif à la transmission du caractère potentiellement dangereux d'une victime, si elle est connue ?

- 94 SIS ont répondu
- La réponse à cette question n'était pas obligatoire.



- A.14 : Si oui, quel type d'information est transmise par le SAMU au CTA-CODIS ?
- 12 SIS indiquent utiliser la Plate-forme commune de réception et de régulation des alertes 15-18-112-115. Le Samu et le Sdis utilisent le même système de gestion des alertes (START). Les informations sont aussi transmises verbalement.
- 8 SIS indiquent que le SAMU transmet la pathologie psychiatrique connue, la nature de la victime, informations concernant la dangerosité des personnes présentes/victimes/familles/sur les lieux des interventions.
- 2 SIS indiquent l'existence d'une note de service commune/interconnexion.
- 2 SIS indiquent que si le SAMU a connaissance de la dangerosité d'un victime, il le signale théoriquement au CODIS.
- 2 SIS indiquent utiliser un dispositif de coordination entre le CTA CODIS et le SAMU mis en place afin que ce dernier transmette toute information utile aux sapeurs-pompiers intervenants sur la dangerosité potentielle de la victime, dans le respect du secret médical.
- À la diligence du médecin régulateur du jour, si les informations sont connues du SAMU et si le médecin juge nécessaire la transmission de ces informations.
- Il ne s'agit pas d'un dispositif structuré mais d'un usage établi afin d'informer le partenaire. En interne au SDIS, une consigne est saisie dans le GSO.
- Transmission des informations sur les personnes sur le ticket transmis par le SAMU.
- Partage d'information dès lors que le Samu soupçonne une situation pouvant devenir dangereuse pour nos intervenants sapeurs-pompiers. L'ensemble des centres d'appels se tiennent mutuellement informés dans ce cas de figure. Ceci a été identifié dans un protocole signé par toutes les parties visant à prévenir et à lutter contre les agressions des sapeurs-pompiers.
- Travaux en cours de finalisation dans le cadre d'un groupe de travail afin de fluidifier et procéder les échanges internes à la plateforme commune 15/18.
- Il existe un groupe de suivi des hospitalisations sous-contraintes piloté par la Préfecture.
- Il existe une transmission téléphonique en plus d'une inscription dans le dossier CENTAURE.
- Les deux services sont sur le même site, la même salle opérationnelle et utilisent le même logiciel pour les secours, la régulation et le suivi patient. Le chef de salle et son adjoint ont un rôle d'information de tous les partenaires présents en cas de difficultés signalées.
- Il s'agit des informations relatives à la dangerosité potentielle de l'appelant et/ou de la personne concernée et identifiée comme à risque au vu d'un historique des interventions, et celles sur le contexte ou les circonstances, notamment la présence d'individus, d'armes, d'objets ou tout autre élément susceptible de représenter une menace pour la sécurité des intervenants.
- L'information est transmise lors de chaque interconnexion entre CTA et CRRA et mentionnée sur la fiche d'intervention (interfaçage entre les 2 logiciels)

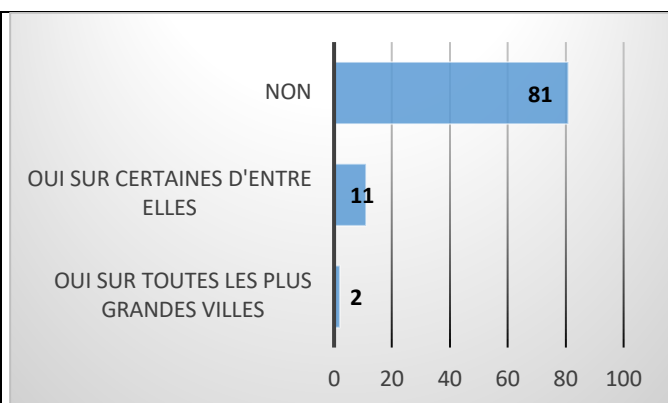
Question A.15 : Si non, le SDIS a-t-il conçu sa propre base de données des personnes « sensibles » ?



- **Les mesures de coordination opérationnelle : Mieux intégrer les polices municipales**

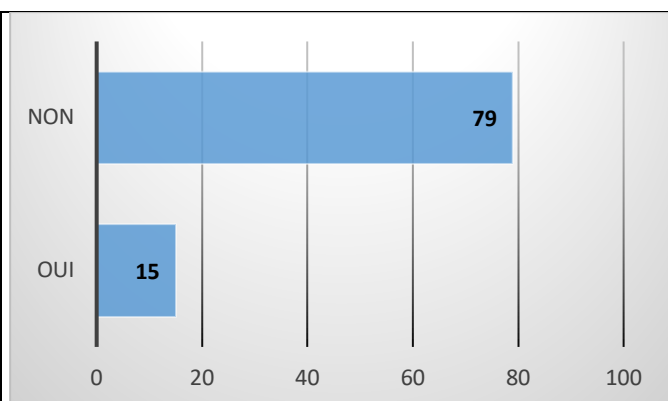
Question A16 : Le SIS bénéficie-t-il d'un accès aux dispositifs de vidéosurveillance déployés dans les principales communes du département ?

- 94 SIS ont répondu
- La réponse à cette question n'était pas obligatoire.



Question A17 : Avez-vous déployé d'autres dispositifs de collaboration avec une ou des polices municipales ?

- 94 SIS ont répondu
- La réponse à cette question n'était pas obligatoire.



- 2 SIS ont indiqué réaliser des exercices communs (sur table ou grandeur nature).
- Information aux opérateurs vidéo de la police municipale sur nos modes d'intervention lorsque le niveau de violence est présent afin qu'ils comprennent nos attitudes. Exemple: un véhicule SP en attente de sécurisation des lieux d'intervention par les forces de l'ordre.
- Échanges informels et non institutionnalisés par les chefs de casernes avec leurs homologues.
- Mise en place d'un officier de liaison lors d'événement particulier à la CIC et au CSU de la ville.

- Possibilité pour un officier de se rendre au CSU local pour bénéficier des retours de la vidéo-surveillance afin de renseigner le COS et/ou le CODIS.
- Possibilité de demander aux forces de l'ordre de surveiller la zone d'intervention via les caméras de surveillance sur voie publique.
- Mis à disposition du CIS par la PM d'une radio permettant de communiquer sur leur réseau.

- **Mesures relatives aux personnels : Renforcer le lien de proximité avec la population**

Question B1 : Quelles sont les initiatives que vous avez menées ou que vous menez pour renforcer le lien de proximité avec la population ?

Opérationnelles	<p>Mise en place des classes de cadets.</p> <p>Vidéo de soutien aux soignants et pompiers réalisée par les jeunes d'un quartier en ZSP.</p> <p>Depuis très longtemps, le SDIS a développé un panel d'actions en vue de renforcer la citoyenneté dans les quartiers sensibles (formation en collèges, cadets, etc..).</p> <p>Echange des difficultés opérationnelles au sein des CLSPD (conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance).</p> <p>Rencontre avec les référents de quartiers et associations et participation aux réunions municipales de quartier sur demande du maire.</p> <p>Engagement de sapeurs-pompiers volontaires et JSPP.</p>
Matérielles	<p>Acquisition d'un véhicule de prévention à la sécurité des accidents domestiques (objectif sensibiliser toutes les écoles primaires du département).</p>
Evènements Actions de formation	<p>Rencontre jeunes/police/pompiers.</p> <p>Stages collège.</p> <p>Journée de sensibilisation aux gestes qui sauvent au profit de la population des quartiers sensibles.</p> <p>Accueil de classes en visite dans les CIS, portes ouvertes.</p>

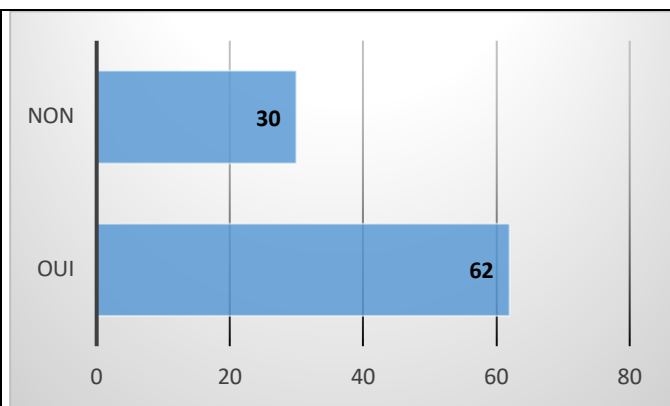
	<p>Présence sur certains événements publics avec des supports de communication.</p> <p>Présence sur les journées de la sécurité intérieure ou de défense et de citoyenneté.</p> <p>Présence annuelle sur un rallye citoyen.</p> <p>Partenariat local avec des associations afin de promouvoir la citoyenneté.</p> <p>Evènements sportifs.</p> <p>Manœuvres ou exercices incendie avec des commentaires au micro, avec sauvetage de victimes et évacuation des appartements dans des immeubles situés dans les ZSP ou dans les zones identifiées à risques.</p> <p>Le SDIS est engagé depuis plusieurs années à accompagner les jeunes dans leurs apprentissages en vue notamment de favoriser le développement de la culture de sécurité civile et les aider à leur insertion dans la vie sociale et professionnelle. (JSP - Cadets - VSC - SNU).</p> <p>Accueils de réparation de mesures pénales pour les mineurs.</p> <p>Formation aux GQS dans les collèges.</p> <p>Mise en place d'une section de JSP à l'issue de la construction d'un Cis dont le secteur est en ZSP.</p>
--	--

Synthèse :

- **Beaucoup de SIS n'ont pas pu mener d'actions ces derniers mois à cause de la crise sanitaire. Les évènements ayant été annulés ou reportés, il a en effet été compliqué de mener les initiatives prévues à terme.**
- **Sur les 96 SIS répondants, 6 estiment qu'il n'y a pas besoin de mener d'actions car il n'y a pas de problématiques de violences, ou tout simplement le lien avec la population ne nécessite pas d'actions à proprement parlé. Au total, 28 SIS ne mènent pas d'actions.**
 - **Mesures relatives aux personnels : Se former pour mieux appréhender les situations à risque ?**

Question B2 : Avez-vous mis en place une formation en lien avec la lutte contre les agressions envers les SP dans votre SIS ?

- 92 SIS ont répondu
- La réponse à cette question n'était pas obligatoire.



Question B3 : Si non, pourquoi ?

10 SIS ont indiqué qu'en l'absence de violences urbaines et d'agressions rares, c'est une solution au cas par cas.

7 SIS ont indiqué que le projet est en cours de réflexion.

4 SIS ont indiqué que le dossier est en cours d'élaboration avec le CNFPT pour les SPP ou en suspend.

2 SIS ont indiqué que cela sera prochainement fait en lien avec la police et la gendarmerie dans un premier sur les SIS avec gardes postées des zones urbaines.

2 SIS ont indiqué qu'une expérimentation de séquence de formation sous forme de mise en situation professionnelle a été réalisée dans le cadre de la montée en compétence pour les chefs d'agès.

Projet en cours de conception (objectif : détecter les situations pouvant basculer en situation d'agression et se comporter de manière adaptée pour préserver son intégrité et celle de ses coéquipiers). Travail initié avec FO et ressources internes SDIS.

CNFPT organise une formation spécialisée : Intervention en situations dégradées.

Suppression par le CNFPT faute de moyens.

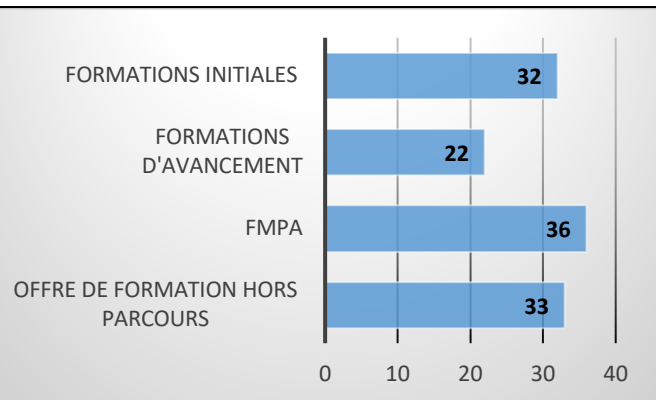
Déjà mis en place mais arrêté car non nécessaire.

Absence de personnel qualifié pour mettre en place ce type de formation. Démarche en cours auprès du CNFPT. Une action ponctuelle effectuée lors de la FI des nouvelles recrues SPPI.

Information régulière sur les incivilités est réalisée lors des CHSCT et CCDSPV.

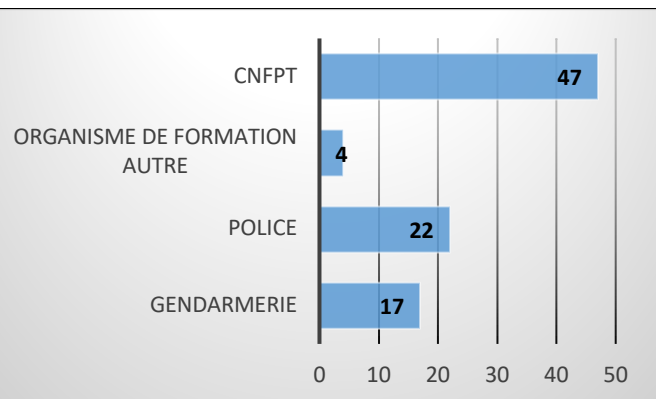
Question B4 : Quel est le public concerné par les formations de prévention et de lutte contre les violences ?

- 62 SIS ont répondu
- La réponse à cette question n'était pas obligatoire.



Question B5 : A quels acteurs faites-vous appel pour réaliser ces actions de formation ?

- 62 SIS ont répondu
- La réponse à cette question n'était pas obligatoire.

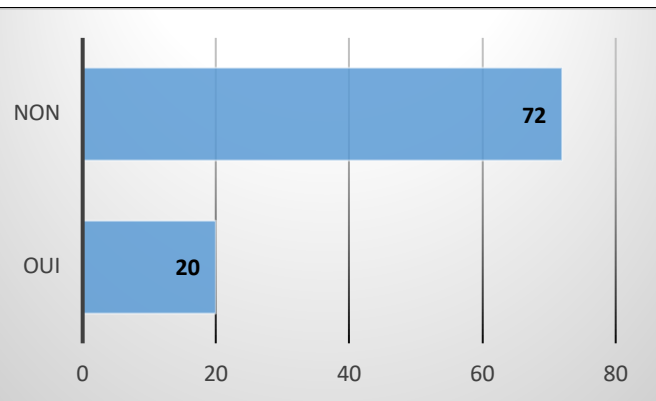


Synthèse :

- Formations et sensibilisations internes
- Formations police (CRS/RAID)
- Psychologues
- Référent violence placé sous le groupement formation
- Conseiller juridique : formation chefs d'agres, police/gendarmerie en formation de maintien des acquis
- Pénitentiaire

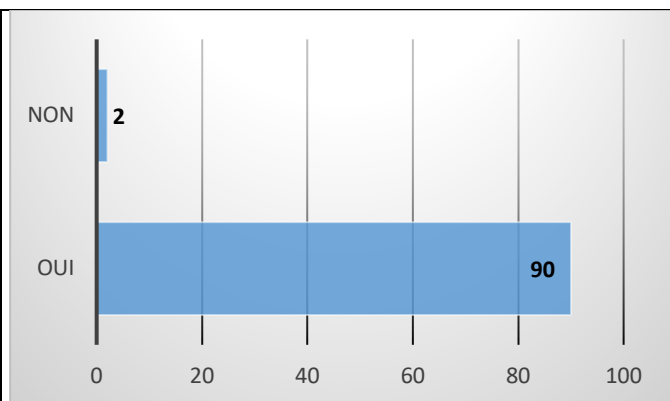
Question B6 : Mettez-vous en place des formations issues des pratiques psychiatriques ?

- 92 SIS ont répondu
- La réponse à cette question n'était pas obligatoire.



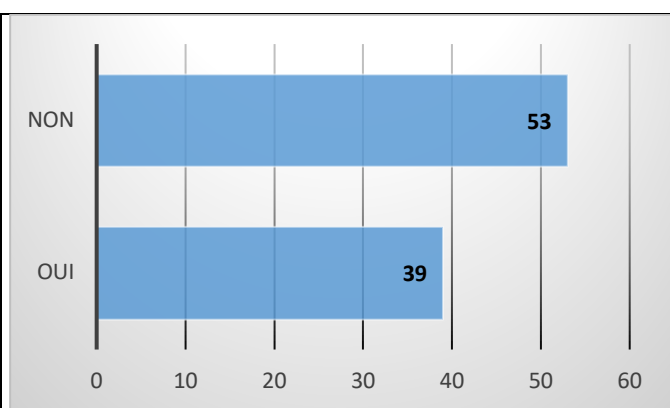
Question B7 : Êtes-vous favorable à des formations d'évitement et de désamorçage de situations tendues ?

- 92 SIS ont répondu
- La réponse à cette question n'était pas obligatoire.



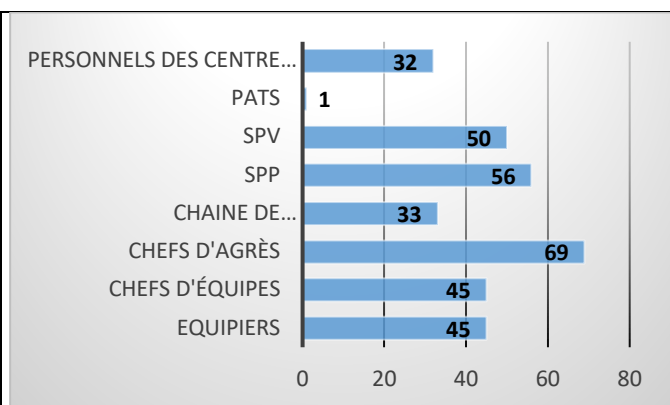
Question B8 : Êtes-vous favorable à des formations de type autodéfense ?

- 92 SIS ont répondu
- La réponse à cette question n'était pas obligatoire.



Question B9 : Quels sont les volumes horaires et les publics visés dans les formations concernées ?

- 92 SIS ont répondu
- La réponse à cette question n'était pas obligatoire.



Question B10 : Quelles sont les difficultés que vous rencontrez dans le domaine de la formation contre les agressions de SP et /ou de PATS ?

- 25 SIS indiquent qu'ils ne connaissent pas de problèmes particuliers car les formations/informations sont adaptées et tiennent compte des retex.
- 7 SIS indiquent qu'il n'y a pas de formation en cours.
- 7 SIS indiquent que la formation est en cours d'élaboration, en formation de formateur avec appui du CNFPT, ou évoluent en fonction du contexte.
- 7 SIS indiquent que la formation prend du temps au milieu des autres formations nécessaires et pas forcément indispensable sur le territoire.
- 7 SIS indiquent qu'il n'y a pas de formation car manque de moyens ou de formateurs qualifiés.
- 7 SIS indiquent le manque de temps et la contrainte des SP concernés, notamment SPV.
- Sentiment de démotivation des équipes face aux faibles condamnations pénales.
- 7 SIS indiquent des reports à cause de la COVID-19 et du manque de possibilité d'amélioration.
- 4 SIS indiquent le manque de disponibilité des formateurs de la police et des gendarmes et peu de sessions au CNFPT.
- 4 SIS indiquent que beaucoup de SPV ont déjà des FMA donc concentration sur les chefs d'agres et les personnels de CTA.
- 4 SIS indiquent la nécessité d'un référentiel national/guide méthodologique.
- Nécessité de tests.
- 3 SIS indiquent que la théorie et la pratique ne sont pas forcément en adéquation (cas psy).
- 2 SIS indiquent que la formation n'est pas départementalisée et seuls certains SIS sont concernés.
- Le nombre de personnels à former est trop important.
- Ouvrir les formations SP au public des forces de sécurité (police municipale, police nationale).
- Nécessité d'accompagnement psycho-social.
- Formation CNFPT exclusivement ouverte aux SPP.
- Manque d'autonomie dans la mise en œuvre pédagogique.
- L'effet tunnel des personnels en intervention (peu sensible à un environnement hostile).
- Plan de formation très chargé et de plus en plus difficile à tenir.
- Disparité dans les messages transmis.

Question B11 : Avez-vous mis en place des pratiques innovantes dans le domaine de la formation contre les agressions de SP et/ou de PATS ?

- 34 SIS indiquent qu'ils n'ont pas mis en place de pratiques innovantes dans le domaine de la formation contre les agressions.
- 8 SIS indiquent mettre en œuvre des formations locales avec les FSI dans le cadre de la FMPP ou des formations avec des acteurs (police nationale, CNFPT, organismes privés...) sur les personnes violentes ou bien encore des formations de formateurs.
- 4 SIS indiquent une fiction de formation centrée sur les personnalités complexes, différents familiaux, sur les rapports humains en situation de violence, la communication nécessaire, en complément.
- 4 SIS indiquent mettre en œuvre des vidéos et tutoriels de mises en situation (exploitation des vidéos (anonymisées) tirées des caméras piétons utilisées en situations réelles afin d'apporter davantage de crédit et de sens aux formations).
- 3 SIS indiquent un développement en cours de formation à l'attention des chefs de centre dans le cadre de l'accompagnement aux dépôts de plainte.
- 3 SIS indiquent utiliser leur filière PSY, en apportant une première réponse opérationnelle.
- 3 SIS indiquent un guide départemental de doctrine est en cours de validation. Ce guide reprend plusieurs thématiques, les violences sur interventions courantes, les violences urbaines, la prise en compte des soins sous contraintes, les personnes violentes et l'impact sur les personnels. Ce guide

sera décliné sous forme de séquence de formation et également par une sensibilisation audiovisuelle des conduites à tenir.

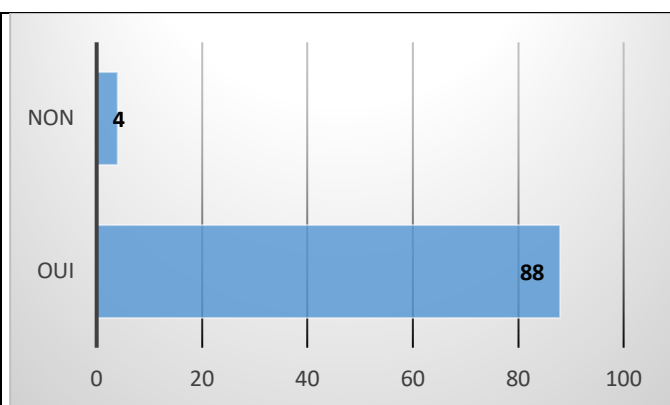
- 2 SIS indiquent l'utilisation d'acteurs/actrices ou plastrons pour rendre les situations plus proches du réel, type «Serious game ».
- 2 SIS indiquent rappeler le cadre réglementaire (légitime défense, état de nécessité...).
- 2 SIS indiquent la maîtrise de l'espace et technique de négociation (hameçonnage...), techniques de défense.
- Transmission dans les casernes des connaissances et usages des anciens aux nouveaux personnels, échanges avec les formateurs (RAID, pénitentiaire...).
- Organisation d'exercices.
- Intégration des capacités du GESP aux situations de VU.

Exemples de formations : Stage n°1: 2 jours CNFPT effectué par d'anciens négociateurs du GIGN - Stage n°2: 1 journée situation de violences urbaines - Stage n°3: approche psychologique de la victime (inséré en 2020 sur FMPA SUAP) - Stage hors parcours: agressions en situation d'accueil du public (CNFPT)".

- **Les mesures de coordination opérationnelle : Agir et accompagner lorsque l'événement est survenu**

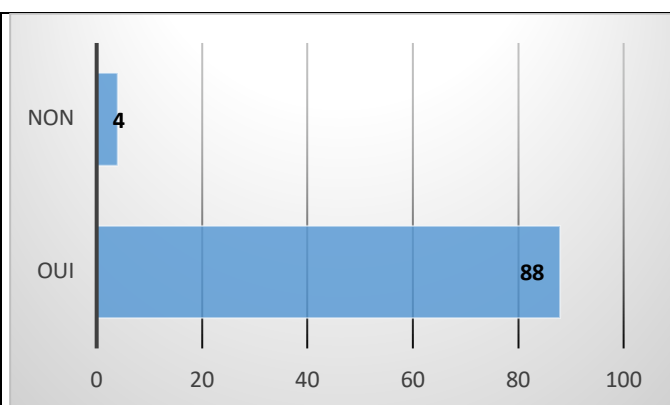
Question B12 : Avez-vous mis en œuvre des dispositions pour faciliter le dépôt de plainte ?

- 92 SIS ont répondu
- La réponse à cette question n'était pas obligatoire.



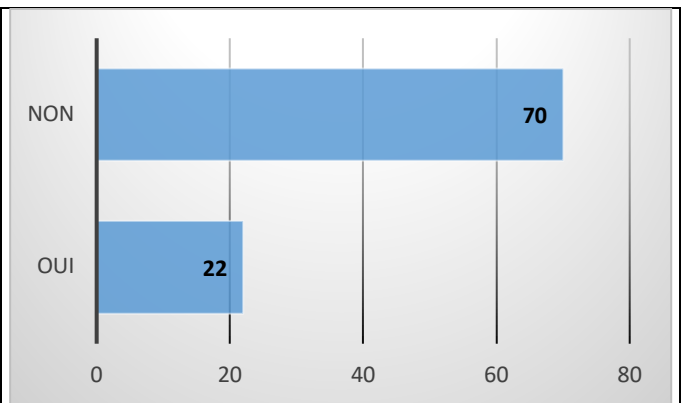
Question B13 : Est-ce que l'agent est accompagné dans son dépôt de plainte ?

- 92 SIS ont répondu
- La réponse à cette question n'était pas obligatoire.



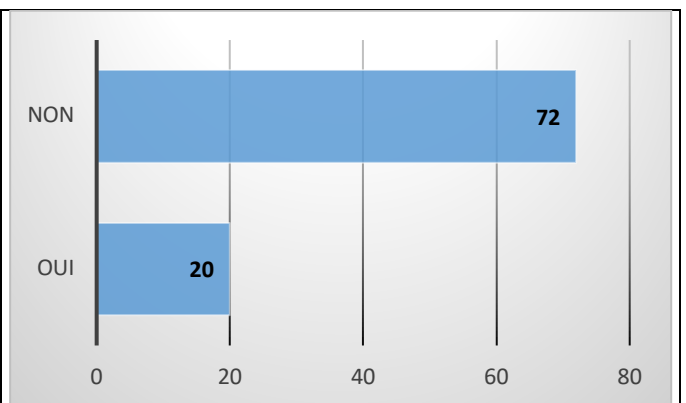
Question B15 : Existe-t-il une chaine d'autorisation interne au SIS avant que l'agent ne dépose plainte ?

- 92 SIS ont répondu
- La réponse à cette question n'était pas obligatoire.



Question B16 : Existe-t-il des freins au dépôt de plainte

- 92 SIS ont répondu
- La réponse à cette question n'était pas obligatoire.

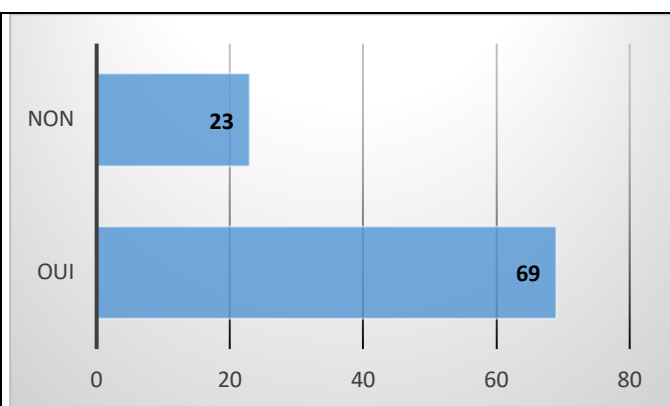


Question B17 : Si oui, lesquels ?

- 13 SIS indiquent que la mention de l'identité du personnel qui dépose plainte entraîne une réticence. Phénomène accentué dans les petites casernes dont les SPV redoutent de rencontrer dans leur commune l'auteur à l'occasion de leur vie personnelle.
- 3 SIS indiquent le motif de la longueur de la procédure pour présenter l'agresseur devant le tribunal ou bien le fait que la plainte soit classée sans suite parfois systématiquement.
- 3 SIS indiquent les contraintes de temps personnel (repos de sécurité).
- Les sapeurs-pompiers sont parfois réticents à déposer plainte à titre personnel (sentiment d'inutilité lorsque le service dépose plainte en parallèle, acception du risque de la mission, peur des représailles).
- Les forces de l'ordre peuvent avoir tendance à refuser le dépôt de plainte au nom du service dès lors que l'agent a déposé plainte en son nom.
- Le non déplacement de l'OPJ dans les CIS pourtant évoqué dans le projet de protocole.

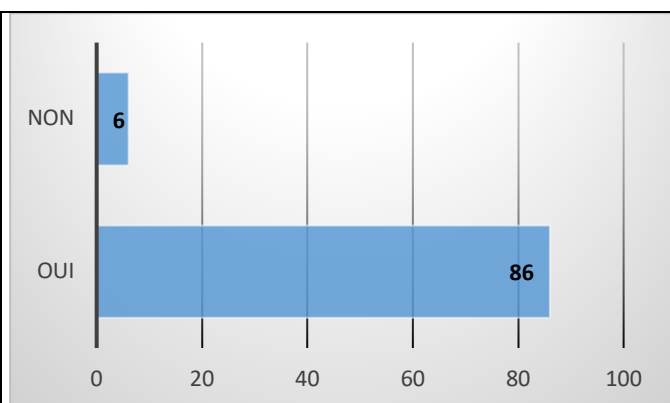
Question B18 : Le SIS dépose-t-il systématiquement plainte ?

- 92 SIS ont répondu
- La réponse à cette question n'était pas obligatoire.

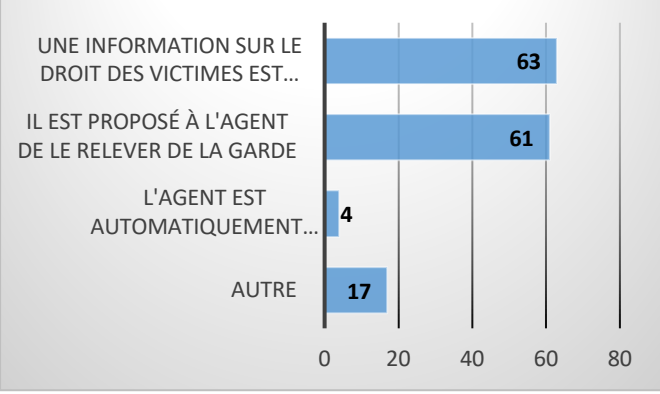


Question B19 : Mettez-vous en place des mesures d'accompagnement de la victime ?

- 92 SIS ont répondu
- La réponse à cette question n'était pas obligatoire.

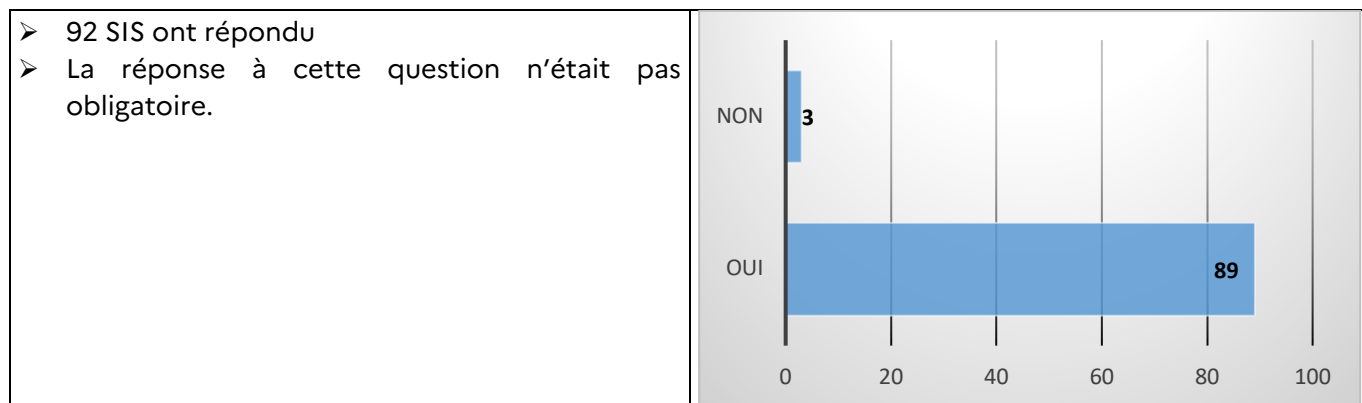


Question B20 : Si oui, lesquelles ?

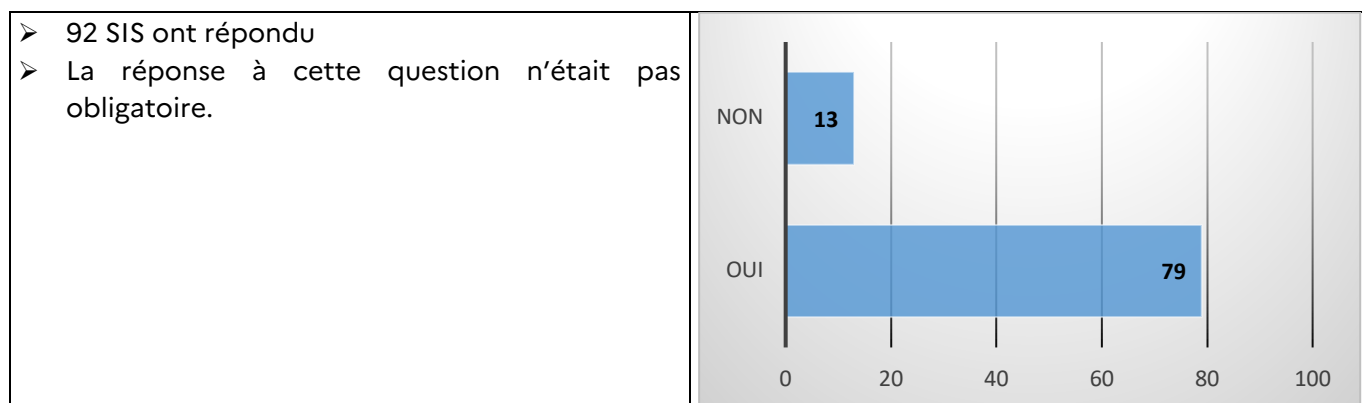
<ul style="list-style-type: none"> ➤ 92 SIS ont répondu ➤ La réponse à cette question n'était pas obligatoire. 	 <table border="1"> <thead> <tr> <th>Question</th> <th>Pourcentage</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>UNE INFORMATION SUR LE DROIT DES VICTIMES EST...</td> <td>63</td> </tr> <tr> <td>IL EST PROPOSÉ À L'AGENT DE LE RELEVER DE LA GARDE</td> <td>61</td> </tr> <tr> <td>L'AGENT EST AUTOMATIQUEMENT...</td> <td>4</td> </tr> <tr> <td>AUTRE</td> <td>17</td> </tr> </tbody> </table>	Question	Pourcentage	UNE INFORMATION SUR LE DROIT DES VICTIMES EST...	63	IL EST PROPOSÉ À L'AGENT DE LE RELEVER DE LA GARDE	61	L'AGENT EST AUTOMATIQUEMENT...	4	AUTRE	17
Question	Pourcentage										
UNE INFORMATION SUR LE DROIT DES VICTIMES EST...	63										
IL EST PROPOSÉ À L'AGENT DE LE RELEVER DE LA GARDE	61										
L'AGENT EST AUTOMATIQUEMENT...	4										
AUTRE	17										
<p>Une information sur le droit des victimes est donnée</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 8 SIS indiquent utiliser un guide de procédure, leur service juridique ainsi qu'un accompagnement. ➤ 4 SIS indiquent un suivi de la procédure (Dépôt de plainte, constitution partie civile, protection fonctionnelle, suivi psychologique). ➤ 3 SIS indiquent utiliser un formulaire. ➤ 3 SIS mettent en œuvre une protection fonctionnelle. ➤ Flyer d'information. ➤ Constitution de partie civile. ➤ Référent « incivilité ». ➤ Dispensée par la hiérarchie. 										
<p>Il est proposé à l'agent de le relever de la garde</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 19 SIS indiquent si cela est nécessaire, en fonction de la gravité (avis médical). ➤ 4 SIS indiquent que cela s'effectue à la discrétion de l'encadrement. ➤ 2 SIS indiquent le soutien psychologique, accompagnement, assistance juridique. ➤ En cas d'agression grave. 										
<p>Autre</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 8 SIS indiquent un accompagnement en proportion des faits (cellule, administratif...). ➤ 3 SIS indiquent un soutien psychologique. ➤ 3 SIS indiquent un accompagnement en amont et au procès ➤ 3 SIS indiquent verser une indemnisation si agresseur insolvable ➤ 2 SIS indiquent l'existence d'une fiche réflexe définissant l'ensemble des offres possibles d'accompagnement (dépôt de plainte, renseignement, soutien psychologique). ➤ Un courrier de soutien de la gouvernance est systématiquement transmis aux agents victimes leur rappelant la possibilité de se voir octroyer le bénéfice de la protection fonctionnelle ainsi que la possibilité de mettre en place un suivi psychologique. ➤ Délibération prochain CASDIS pour "travaux judiciaires". ➤ Formulaire systématique en cas de dépôt de plainte 										

	➤ Procédure ops d'engagement du chef de groupe départemental sur ce type de mission
--	---

Question B21 : Un accompagnement psychologique est-il proposé ?



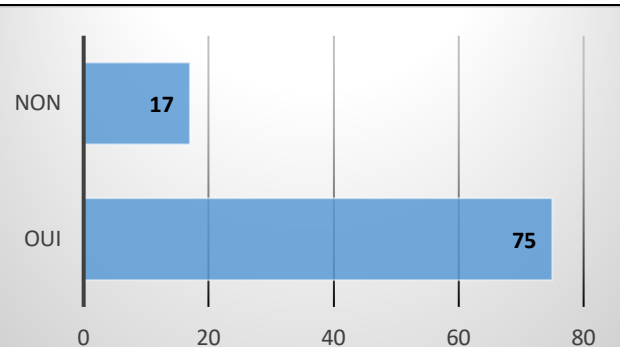
Question B22 : La protection fonctionnelle est-elle systématiquement proposée ?



- Les mesures de coordination opérationnelle : Renforcer la collaboration avec l'autorité judiciaire

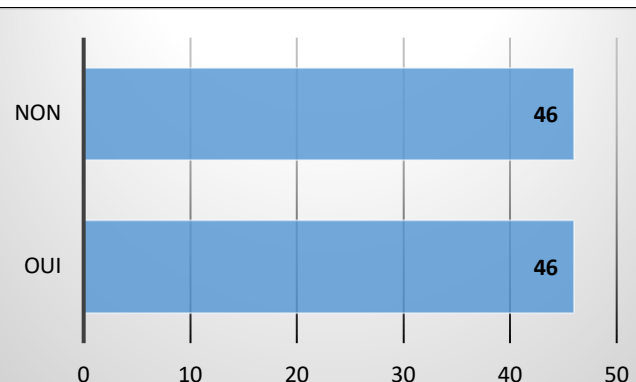
Question C1 : Faites-vous un point régulier sur le phénomène d'agression avec le préfet ?

- 92 SIS ont répondu
- La réponse à cette question n'était pas obligatoire.



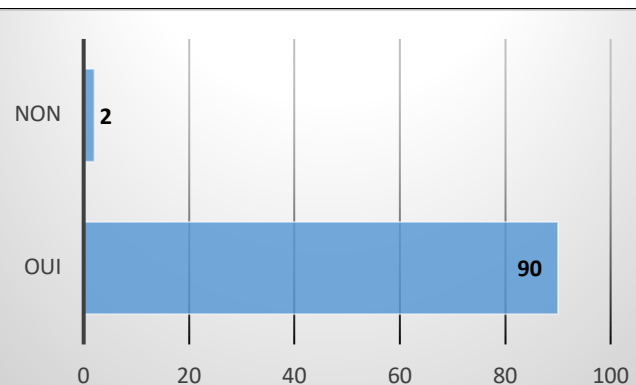
Question C2 : Faites-vous un point régulier des dossiers avec l'autorité judiciaire ?

- 92 SIS ont répondu
- La réponse à cette question n'était pas obligatoire.



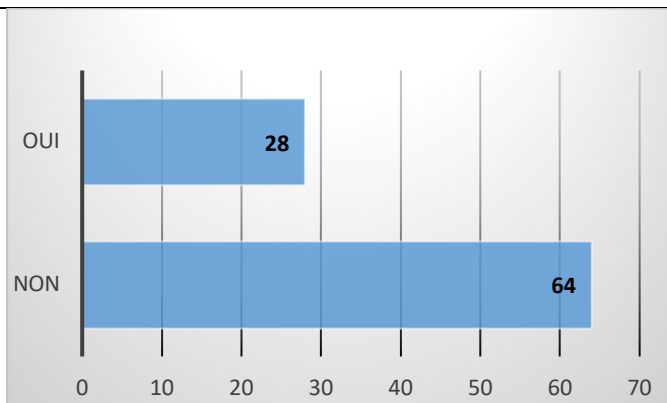
Question C3 : Avez-vous mis en place une procédure interne de suivi des dossiers ?

- 92 SIS ont répondu
- La réponse à cette question n'était pas obligatoire.



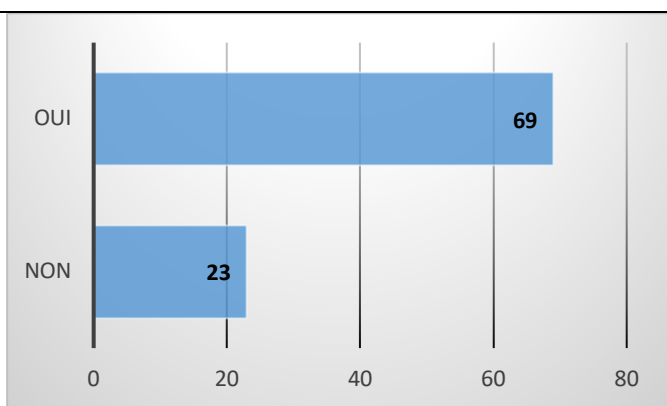
Question C4 : Existe-t-il un magistrat référent ou un référent justice qui vous permet de faciliter le lien aux informations et assurer le suivi des dossiers ?

- 92 SIS ont répondu
- La réponse à cette question n'était pas obligatoire.



Question C5 : Avez-vous désigné un référent justice au sein du SIS ?

- 92 SIS ont répondu
- La réponse à cette question n'était pas obligatoire.



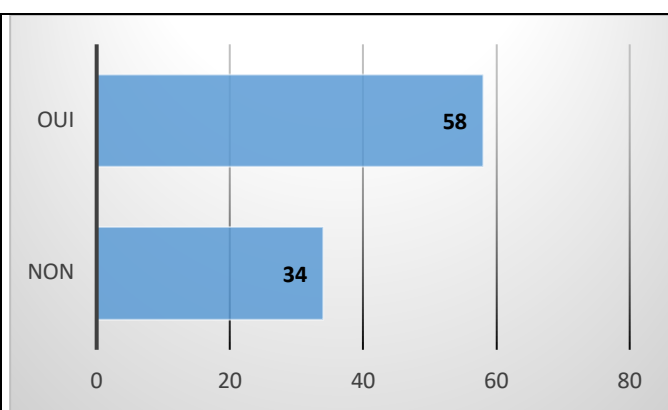
Question C6 : Si oui, quel est son emploi ?

- 45 SIS indiquent : Cheffe service juridique, Juriste, conseiller juridique, PTAS, agent désigné au sein du service juridique du SDIS.
- 2 SIS indiquent le DAF.
- 2 SIS indiquent le chef du groupement des services ressources, pôle finance et RH.
- Chef du groupement Administration Générale et Affaires Juridiques
- Assistante de direction + chef du service SHCT.
- Chef de groupement METIER (opération - formation - prévision).
- DDA.
- Le chef du pôle pilotage - stratégie appuyé du chef du service en charge du contentieux.
- Cheffe du service assurance et protection fonctionnelle.
- Sous-Directeur Territorial - chef du Groupement territorial Unique

- Binôme constitué de la cheffe du groupement des affaires juridiques et du chef du groupement opération.
- RAF.
- Chef du groupement des affaires administratives et financières.
- Chef du groupement de la gestion des risques.
- Chef du service Affaires Générales instruisant tous les dossiers d'agression de SP.
- Rédactrice au sein du service administration générale.
- Responsable suivi contentieux opérationnel.
- Cheffe du service juridique
- Deux lieutenants assurent cette mission.

Question C7 : Obtenez-vous facilement un retour sur les dépôts de plainte et sur les suites données ?

- 92 SIS ont répondu
- La réponse à cette question n'était pas obligatoire.



Question C8 : pourquoi ?

- 17 SIS indiquent des bonnes relations avec les autorités de police et judiciaires avec suivi des dossiers.
- 13 SIS indiquent des relations étroites avec le procureur et son équipe et des points organisés.
- 4 SIS indiquent que pour chaque dépôt de plainte, le SDIS se constitue partie civile.
- 3 SIS indiquent de très bonnes relations avec DDSP et commandant de groupement de gendarmerie.
- 3 SIS indiquent que si l'auteur de l'agression est condamné, le service juridique se charge de l'exécution des décisions pour le compte des victimes et engage les démarches pour obtenir les réparations financières au titre des préjudices subis et indemnisés.
- 3 SIS indiquent une remonté systématique des plaintes et suivi du contentieux par les services.
- 3 SIS indiquent que les informations circulent sans difficulté y compris avec l'avocat ou le service juridique.
- 1 SIS indique une convention entre le SIS et le parquet et 2 SIS indiquent un projet de convention en cours de finalisation.
- Accès facilité par l'intermédiaire du magistrat référent.
- Le protocole sur les incivilités à l'égard des sapeurs-pompiers a été signé par les 2 procureurs du département.
- Depuis janvier 2021, les retours sont facilités et systématiques, grâce à la collaboration d'un référent sécurité auprès des services du parquet.
- Le service enquêteur des FO en charge du dossier reste le point d'entrée pour obtenir les informations en provenance du parquet.
- Le retour sur les dépôts de plainte n'est pas systématique et régulier.

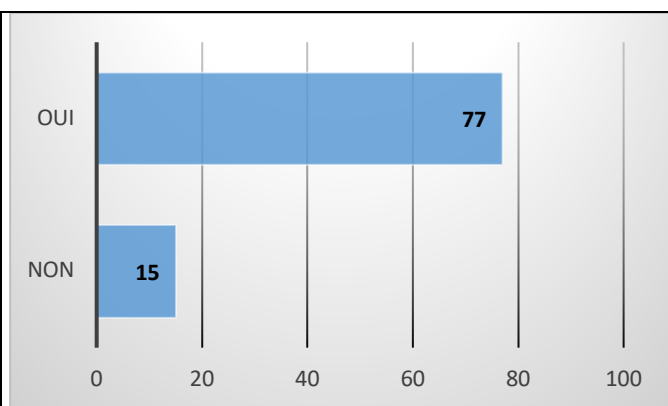
- Un service dédié s'occupe du suivi des procédures et des avocats sont désignés dans chaque procédure.

Ceux ayant répondu non indiquent :

- Pas de retour du Procureur.
- « Nous n'obtenons pas toujours un retour sur les dépôts de plainte et sur les suites données par le procureur en raison de difficultés occasionnelles dans la transmission des informations".
- "Malheureusement cela dépend du dossier. Si la procédure interne est correctement suivie, le SDIS suit le dossier avec l'agent et a connaissance des suites. Cependant, il arrive que parfois les dépôts de plainte, leur classement sans suite ou les convocations à audience ne parviennent pas au service des affaires juridiques du SDIS".
- Retour quand la plainte donne lieu à des poursuites mais retours aléatoires quand classé sans suite.

Question C9 : Organisez-vous un retour d'information régulier vers les agents concernés ?

- 92 SIS ont répondu
- La réponse à cette question n'était pas obligatoire.



Question C10 : Si oui, comment est-il organisé ?

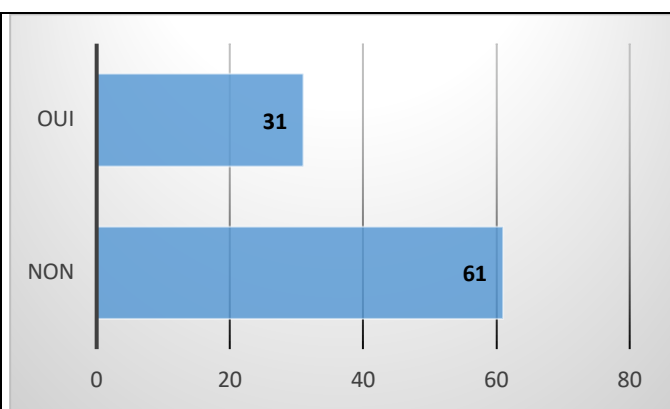
- 26 SIS indiquent un contact régulier entre le bureau des affaires juridiques du SDIS et l'agent, avec un rappel des procédures dans certains cas.
- 26 SIS indiquent que dès que l'information est connue, le chef de centre ou la hiérarchie en est informé et doit le communiquer aux SP concernés.
- 19 SIS indiquent l'envoi d'un courrier ou courriel.
- 15 SIS indiquent un suivi téléphonique.
- 5 SIS indiquent une prise de contact et un retour d'information directement auprès de l'agent, en présentiel ou visio.
- 3 SIS indiquent « en fonction des éléments ».
- 2 SIS accompagnement des agents et présence aux audiences si nécessaire.
- 2 SIS indiquent un bilan annuel.
- Via un document de suivi accessible par les agents.
- Le retour s'effectue via les chefs de CIS et/ou GT. Le service instructeur (GAJ) transmet également ses coordonnées téléphoniques directes via le courrier de soutien pour permettre à l'agent d'établir un contact direct avec le service pour toute question.
- Information détaillée sur les faits, les charges retenues, le réquisitoire, les sanctions, publiée systématiquement sur site intranet. Informations régulières en CODIR, COREM, à destination chefs de groupement et chefs CIS. Pour une complète transparence sur l'avancée et le suivi des dossiers, l'ensemble des dossiers pour agression sont accessibles par l'ensemble des agents sur l'intranet du SDIS.
- Envoi des résultats du dépôt de plainte suivant les résultats du jugement et bilan en CHSCT et CCDSVP, bilan annuel en CASDIS ou auprès du bureau de la présidence.

- Seulement lorsque le parquet donne suite et qu'il y a un avis à victime. En amont, nous sommes dans l'attente et parfois même nous n'avons pas connaissance des classements sans suite.
- Le suivi des dossiers avec le personnel concerné est réalisé régulièrement :
 - point de situation physique avec le personnel concerné ;
 - au besoin, communication générale lors d'évènements particuliers (violences urbaines).
- Entretien des agents avec le DDSIS.

Dans la majorité des cas, il est indiqué que la hiérarchie est informée. De même, lorsque le SIS est informé, il accompagne la victime en lui expliquant les démarches.

Question C11 : Avez-vous établi une procédure spécifique concernant le transport de détenu ?

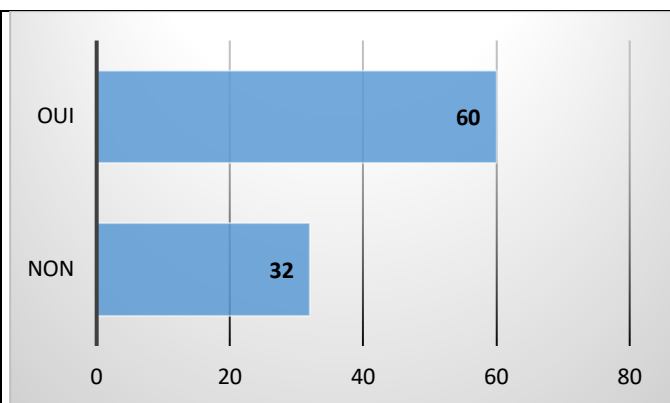
- 92 SIS ont répondu
- La réponse à cette question n'était pas obligatoire.



○ Mesures techniques et matérielles

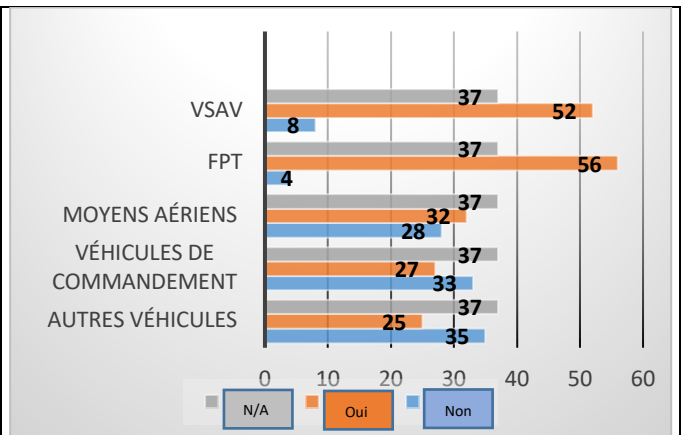
Question D1 : Equipez-vous vos véhicules de films de protection ?

- 92 SIS ont répondu
- La réponse à cette question n'était pas obligatoire.



Question D2 : Si oui, quels types de véhicules ?

- 60 SIS ont répondu
- La réponse à cette question n'était pas obligatoire.



Concernant les VSAV :

- Depuis environ 2/3 ans
- 2 SIS indiquent les derniers véhicules arrivés (exigence à l'achat)
- Film vitre cellule + film blindé vitre cabine
- 4 SIS indiquent que l'ensemble des VSA est concerné
- 100 microns mini pour tous les véhicules du SDIS

Concernant les FPT :

- 2 SIS indiquent depuis environ 2/3 ans ou plus récemment
- Pour CIS ayant un secteur QPV e n1er appel
- CCF
- En voie de généralisation
- 2 SIS indiquent que c'est une caractéristique exigée dès l'achat des véhicules neufs
- En partie équipés dans les CIS sièges d'agglomération

Concernant les véhicules de commandement :

- Les derniers véhicules arrivés
- 3 SIS indiquent uniquement VL chef de groupe
- Certains véhicules notamment ceux des agglomérations importantes
- 2 SIS indiquent tous les VLCG

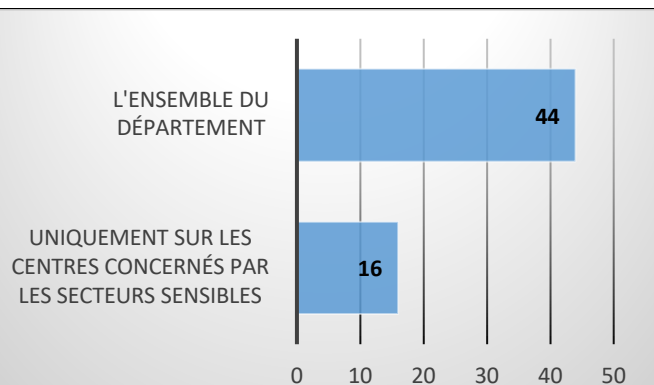
Concernant les autres :

- 7 SIS indiquent l'ensemble des CCF, VID, CCR
- Les nouveaux engins uniquement
- CCF GCA VSRM VLTUHR, VLI et les VPPS
- Tous les véhicules opérationnels
- Engins incendie hormis CCF
- Véhicules de lutte contre les Feux d'Espace Naturel
- Fourgons secours
- Flotte en cours d'équipement
- VTU VLI VSRM
- Tous les VLMS

- VTU, VLHR, CCF
- Véhicule de première intervention (VPI)
- CCFM et CCRM
- VTU – CCFM

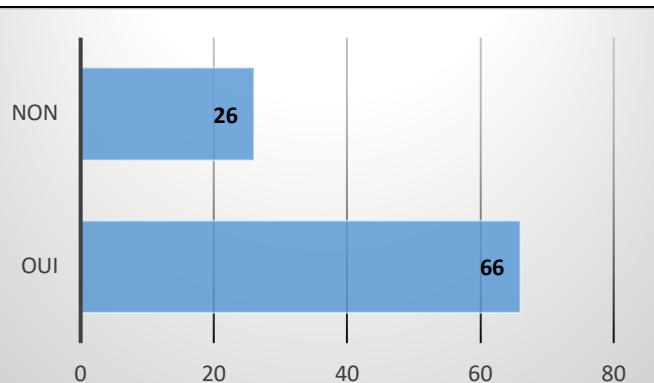
Question D3 : Si oui sur quels secteurs ?

- 60 SIS ont répondu
- La réponse à cette question n'était pas obligatoire.



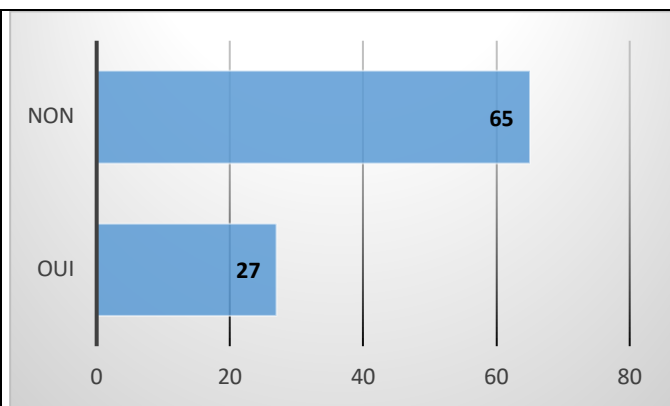
Question D4 : Avez-vous équipé les véhicules du dispositif de fermeture centralisé ?

- 92 SIS ont répondu
- La réponse à cette question n'était pas obligatoire.



Question D5 : Avez-vous mis en œuvre des EPI spécifiques ?

- 92 SIS ont répondu
- La réponse à cette question n'était pas obligatoire.



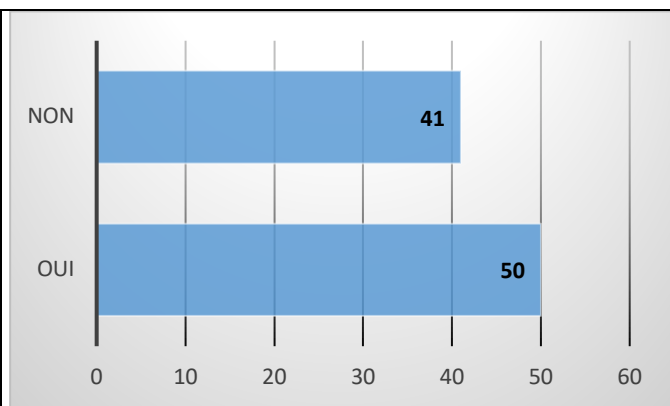
Question D6 : Si oui, lesquels ?

- 3 SIS indiquent : Gilets pare-lame et anti lacération.
- 3 gilets pare-lame vont être en expérimentation dans un CIS pour le transport sanitaire des prisonniers.
- 3 SIS indiquent gilets pare-balle à disposition de la maison d'arrêt pour l'évacuation des détenus.
- Mise à disposition de gilets pare-balles pour la prise en charge de détenus.
- Mise en place de gilets pare-balle dans le cadre de la réponse attentat et pour les missions de transport de personnes détenues vers les structures hospitalières (convention avec l'administration pénitentiaire).
- Casques F2 dans VSAV, casques lourds + gilets pour les rares interventions pour personne armée et menaçante.
- Groupe extraction GREX (gilet à plaques et casques lourds => 4 équipements).
- Lampes aveuglantes.
- Les EPB peuvent être utilisés en cas d'agression physique (armes blanche ou à feu). Ils sont inclus dans les départs types pour agressions/différents familiaux.
- Gilets pare-lames en cours d'acquisition. Ces équipements viennent en complément des bombes lacrymogènes qui équipent les engins opérationnels.
- Gilets anti-agressions.

○ Suivi du questionnaire

Question E1 : Avez-vous désigné une personne ressource ou un référent agression au sein du SIS ?

- 91 SIS ont répondu
- La réponse à cette question n'était pas obligatoire.

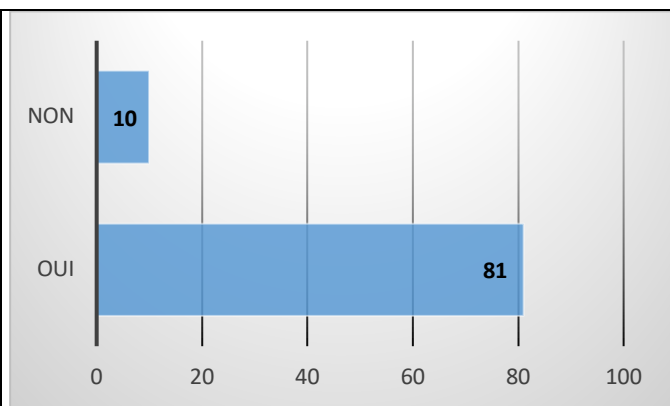


Question E2 : Si oui, quel est son statut et son grade ?

- 6 SIS indiquent le chef du bureau des affaires juridiques.
- 3 SIS indiquent PATS parfois accompagné d'un SPP 2 SIS indiquent le chef de groupement territorial (Cdt).
- 2 officiers - Lieutenant 1ère classe.
- 2 SIS indiquent SPP – Capitaine.
- 2 SIS indiquent le chef de projet agression des sapeurs-pompiers en intervention.
- PAT, Chef de groupement AG et AJ.
- Chef du service Affaires générales instruisant tous les dossiers d'agression de SP.
- Officier SPP (chef du service SHCT) + assistante de direction.
- Commandant SPP (réfèrent justice également).
- Colonel HC, chef de pôle.
- Sous-directeur territorial et un réfèrent par compagnie.
- PATS – Attaché.
- Lieutenant SPP.
- Binôme cheffe GAJ et chef GOCS.
- Rôle assuré par l'Unité de Protection des Agents et du suivi de la Qualité opérationnelle (UPAQ), en lien avec le Groupement Affaires Juridiques (GAJ).
- Capitaine de SPP Infirmier hors classe SPP.
- Sapeur-pompier professionnel et adjudant-chef.
- Cheffe service sante sécurité au service, attachée.
- L'officier CODIS du jour.
- Chef SSQVS du grade de Cdt de SPP.
- PATS Catégorie C - service environnement au travail.
- Cheffe du service juridique : CDT SPP / CChef du service SQVS : CNE SPP.
- Attaché territorial titulaire.
- Médecin-chef
- Commandant chef du groupement développement du volontariat secondé par l'officier SST (LNT).
- Commissaire des armées / Commissaire principal.
- Lcl, chef d'Etat-major.
- Réfèrent départemental menaces du grade de capitaine
- Conseiller en prévention, ingénieur principal mis à disposition par CD

Question E3 : Remontez-vous systématiquement la totalité des événements via SYNERGI ?

- 91 SIS ont répondu
- La réponse à cette question n'était pas obligatoire.



Question E4 : Si non, pourquoi ?

- Information parvenant parfois a postériori.
- Certains événements nous sont remontés avec retard suite à un dépôt de plainte sollicité par exemple par les forces de l'ordre pour compléter une procédure alors que le SP n'avait pas souhaité porter plainte au départ... faits mineurs recensés dans le cadre des signalements et remontées d'info SSQVS mais ne donnant pas lieu à des suites pénales.
- Je ne peux assurer que tous les cas font l'objet d'un Synergi.
- Uniquement les agressions les plus graves.
- Systématiquement, lorsque l'agent est blessé et pas systématiquement si l'agression ne remonte pas jusqu'au CTA-CODIS pendant l'intervention, ou s'il n'y a pas d'agression physique.
- Les remontées se font au cas par cas et à l'appréciation de la chaîne de commandement.
- La remontée est systématique par Synergi quand l'information arrive en temps réel. Quand l'information arrive en différée, la remontée d'information via le portail ORSEC et le formulaire national ""Agressions SP"" est réalisée a posteriori".
- Les événements mineurs ne sont pas renseignés dans SYNERGI.
- Toutes les incivilités / agressions verbales ne font pas l'objet d'une remontée d'information systématique ni d'un dépôt de plainte.
- Consignes de remontée non formalisée sur ce sujet.

Question E6 : Souhaitez-vous porter à la connaissance de l'observatoire des actions particulières ou des problématiques non abordées dans le questionnaire ?

- La couverture sociale notamment des SPV en cas d'agression.
- Mise en place de l'expérimentation des caméras piétons dans 2 CSP du centre-ville. 5 caméras dans chaque CSP.
- La réponse aux violences des sapeurs-pompiers nécessite une appréciation casuistique selon leur nature (incivilité, appels malveillants, contexte, profil psychique de l'agresseur, violences urbaines, outrages, agressions physiques...). La prévention et l'action en justice devront être spécifiques à chaque cas.

Extension de la procédure de rappel à l'ordre auprès des maires en cas d'incivilité à l'encontre de sapeurs-pompiers.

La difficulté à obtenir les sommes dues par les condamnés altère le sens de la procédure individuelle engagée par un sapeur-pompier.

Une réflexion est envisagée avec la paierie départementale pour recouvrer directement les sommes dont sont redevables les condamnés.

Mise en œuvre récente d'un dispositif de lettre plainte dans le cadre d'incendie volontaire.

Réflexion en cours sur les conditions d'extension à certaines violences (appels malveillants) ou à certaines situations (plainte du service en parallèle d'une plainte à titre personnel).

En parallèle de l'action en justice, un partage de certaines informations avec la PTA permet un accompagnement social. Un suivi des adresses, limité dans la durée, sièges d'agressions en intervention est assuré par le CTA pour générer une consigne de sécurité destinée aux équipages à intervenir. Une proposition de partage de ces données est formulée auprès des autres services de secours.

- Après une séquence d'émeutes urbaines et de l'agression par arme à feu d'un SP en 2010, le service a mis en place à partir de 2011 un ensemble de mesures organisationnelles et techniques pour mieux protéger et accompagner les personnels contre les agressions notamment en période de violences urbaines. Après cette décennie, un nouveau groupe de travail a été installé au sein du SDIS fin mars 2021 pour réaliser un bilan de ces dispositifs et envisager, le cas échéant, des améliorations et compléments. Une première évaluation de la situation faite par ce groupe fait apparaître un besoin de meilleure formation sur les agressions du quotidien. En effet, autant en contexte de violences urbaines, le service et les personnels disposent désormais de repères et d'outils, autant sur les ambiances tendues rencontrées quotidiennement, ils peuvent se sentir démunis.
- Ne pas appliquer à tout le territoire des mesures qui n'ont de sens qu'en secteur sensible.
- De façon générale, nous retravaillons le protocole de 2015 avec les forces de police et de gendarmerie car il n'est pas adapté à un département rural. Les forces de police ne peuvent nous attendre à des points de rendez-vous (effectifs), et nous cherchons donc d'autres solutions (chef de groupe qui fait la reconnaissance avec la patrouille de police...etc...). Par ailleurs, nous organisons des formations croisées (secourisme, progression en sécurité...).
Pour voir leur requête entendue, les plaignants doivent assister à l'audience, une simple constitution de partie civile ne suffisant pas, ce qui pose des difficultés pour les SPV, difficultés que nous essayons d'aplanir.
- Mesures de protections:
Géolocalisation des véhicules.
Sécurisation des sites du SDIS (digicode, film occultant sur vitrage pour certains CIS, ...).
Projets en cours:
Partenariat avec les CSU afin d'obtenir un report ciblé d'images des dispositifs de vidéosurveillance à la demande du CTA/CODIS.
Partager une cartographie actualisée des secteurs sous-tension entre CODIS, CIC et CORG.
Intégration d'un module d'information sur la gestion de l'agressivité dans les formations initiales et de professionnalisation.

Systématiser le recours au soutien psychologique.

Fermeture centralisée des portières depuis la cellule des VSAV.

Étudier la typologie des agressions subies pour adapter les procédures opérationnelles et le matériel.

- Le SDIS participe à l'expérimentation caméras mobiles depuis son origine. Un travail d'homogénéisation des productions statistiques est nécessaire au niveau national.
- Faciliter la connaissance des personnes sensibles tant psy que multirécidivistes pourraient être une plus-value pour l'engagement des équipes... il faudrait lever un certain nombre de freins et outils législatifs.
- L'ODO " violence envers les SP" a mis en place des procédures spécifiques pour les agressions de SP dans le cadre du SUAP par des individus isolés en complément des procédures existantes sur les VU.
- Retex sur l'expérimentation des caméras piétons. Existe-t-il un rapport d'activité sur les causes principales des agressions ? objectif : cibler les actions de formation, les messages de prévention, l'évolution des équipements et les relations interservices pour résoudre le problème à la source (notamment en cas de récidive).
- Une qualité de coopération interservices y compris judiciaire de haut niveau animée par le Préfet est un gage de performance pour traiter de ce sujet.
- Depuis 2019, le SDIS a initié une démarche partenariale auprès des différents parquets du département. Cette démarche a abouti à la signature d'une convention de partenariat auprès du parquet. Les rencontres avec les parquets des autres tribunaux judiciaires sont actuellement en cours pour aboutir à la signature de conventions similaires.
Ces rencontres permettent de développer les liens avec les autorités judiciaires. Des actions de sensibilisation à la préservation des traces et indices ont pu être mises en place et participent à développer le lien interservices.
Au sein des salles 17 (menantes), des officiers de liaison du SDIS ont été mis en place.
Exploitation de la conférence 102/com212 permettant de garantir un lien direct entre le CODIS et la CIC et/ou le CORG. Cette disposition permet de contourner la non-discrimination des appels du CODIS vers le CIC engendrant des délais d'attente inacceptables.
Mise en place de tactiques terrain DIR 90 en secteur gendarmerie.
Problématique du contingent et d'accompagnement dans la cellule VSAV notamment pour les transports SUAP en milieu pénitencier.
Sentiment d'impunité des auteurs au regard des faibles peines parfois prononcées ou des relaxes.
L'insolvabilité des auteurs et le dispositif de la protection fonctionnelle conduisent l'établissement à effectuer l'avance des dommages et intérêts versés aux agents sans possibilité de saisir les fonds d'indemnisation dédiés aux victimes, ce qui engendre un coût non négligeable pour l'établissement.
Nous capitalisons certaines attentes dans le cadre du projet de protocole de lutte contre les agressions (deuxième version) qui est actuellement en cours d'élaboration.
- "Actions particulières : la désignation d'un officier SP de liaison lors d'épisodes de violences urbaines, la grille d'évaluation à l'usage des opérateurs CTA du risque de violence de la part d'une personne hostile, la fiche réflexe opérationnelle ""violences urbaines et incivilités à l'égard des SP, la tenue fréquente de réunions SDIS/GN/PN.
Problématiques : l'absence de moyens pratiques de communication radio entre SP et FO.

- L'essentiel des agressions sont l'œuvre de personnes en état d'ébriété ou/et souffrant de déséquilibres psy.
- Les sapeurs-pompiers du SDIS sont soumis à des agressions verbales et physiques mais dans des proportions gardées. Il n'existe pas de quartiers sensibles ! Le directeur et son adjoint croisent régulièrement les partenaires et les autorités pour échanger sur le sujet quand c'est nécessaire, les liens sont aisés.
- Les équipages des forces de sécurité intérieure sont souvent contraints de faire un passage dans leur unité pour percevoir le matériel de protection ad hoc avant de se rendre sur la ZI, cela occasionne un allongement des délais d'arrivée sur les lieux exposant les SP se retrouvant seuls sur les lieux et sans protection.
Le recours aux communications radio interservices (DIR90) n'est pas encore assez maîtrisé par les Forces de Sécurité Intérieure. De plus, le nombre de terminaux radio en dotation ne leur permet pas de veiller les ressources radio.
La prise en charge et le transport des personnes en état d'ivresse sur voie publique posent régulièrement des soucis par la non présence systématique ou rapide des forces de sécurité intérieure. De plus, ces dernières refusent d'assurer le transport de ses personnes. Ces interventions occasionnent fréquemment des situations tendues visant les SP.
La difficulté de partage des bonnes pratiques sur le terrain avec les équipages SMUR (arrêt des feux à éclats et avertisseur, stationnement propice au repli, etc.) sont de nature à, parfois, déclencher des réactions violentes et exposent les SP lorsque la situation requiert une action de repli d'urgence.
- La question de l'accès aux images vidéo des communes est intéressante et permettrait surement de gagner en sécurité et donc en efficacité. Aussi si des SDIS ont réussi à créer ce lien, intérêt pour partager leur expérience.
- Développement d'un bureau sûreté armé par un chef de bureau Capitaine, un adjoint PATS (ancien militaire) et d'une assistante. Portefeuille de gestion des malveillances, agressions et menaces visant le SDIS. 2, 5 millions d'euros développés sur 5 ans dans la sécurisation bâtiminaire et la protection des agents hors intervention, mais en caserne. Relationnel important avec services de renseignements (DGSI, DRSD, SRRT) et collègues FSI (référents de sûreté DGPN, DGGN). Travail sur sécurisation des instances, sûreté des déplacements SP à l'étranger; dossier structurant du contrôle d'accès aux sites, utilisation de la CIP. Marché public dans le domaine avec AMO Bureau d'étude sûreté. La sûreté s'occupe en définitive de tous les actes malveillants contre le SDIS, à l'inverse de la sécurité qui s'occupe de tous les accidents ou actes non-intentionnels. Défense du modèle de l'officier de sûreté dans la loi MATRAS.
- Suivi présenté à chaque CHSCT.
- Signature d'une convention police-gendarmerie facilitant les dépôts de plainte.
- Il serait pertinent de préciser les modalités selon lesquelles des consignes préventives pourraient être mise en place au CODIS concernant l'accès par les sapeurs-pompiers au domicile de personnes identifiées comme dangereuses par les services du renseignement intérieur.
- La nuit en secteur rural est un contexte générateur de stress pour les intervenants, surtout lorsqu'un risque se présente.
- Une procédure de cotation a été mise en place en 2017 et permet à travers de 10 niveaux de cerner les gravités. Cela permet de tracer de la simple insulte à l'intention de donner la mort.

Nous travaillons également à approfondir un bilan intranet automatisé contenant plus d'éléments d'information afin d'établir un meilleur diagnostic de ce à quoi les agents du SDIS sont confrontés (lieu, âge, agresseur, etc ...).

Des réunions ont aussi eu lieu avec 2 procureurs, les OS et le commandement pour mieux partager les processus judiciaires et comprendre les fonctionnements de la justice.

Une procédure opérationnelle a également vu le jour pour permettre à tous les chefs d'agrès de se mettre en retrait dans les situations complexes d'agressivité.

- Pas de problématique particulière : sans doute est-ce l'une des finalités de ce benchmark, mais il serait d'un intérêt certain de pouvoir disposer d'un recueil des pratiques mises en œuvre par les différents SDIS de France.
- Rapprochement de la maison d'arrêt du chef-lieu de la commune pour des manœuvres (première manœuvre réalisée en 2021).
- L'absence d'anonymisation des plaintes est un frein aux dépôts de plaintes pour nos agents. Dans certains secteurs, lors d'agressions verbales ou psychologiques envers les SP, les plaintes ne sont pas prises en compte par les services des FO, car il n'est pas possible, selon eux d'établir, une constatation de « dégâts ».
Refus de la part des FO d'accompagner une victime dangereuse à l'intérieur d'un VSAV, ils considèrent qu'ils ne sont pas assurés en cas de problèmes ! Nos SP sont seuls auprès de la victime, sans moyens de neutralisation.

Intégration dans un plan pluriannuel sécurité et protection des SP de la problématique anti-intrusion dans les CS.

Mise en place d'un comité de retour d'expérience trimestriel pour un suivi périodique et une analyse des agressions (sous l'égide du HSCT)

- Ce dossier est sur la table de travail, au centre des préoccupations du DDSIS. Le chef du groupement « opérations » va être la personne référente en matière de suivi des incidents. Il sera accompagné du chef de groupement formation qui sera formé aux interventions avec VU. Le SDIS engage systématiquement une procédure de dépôt de plainte avec demande de sanction et de réparation.
- Les membres du bureau du CASDIS examinent les cas d'agressions et autorisent le PCASDIS à ester en justice.